

# Un programme économique fédéral pour l'Ontario - Document de travail

## INTRODUCTION

### Qu'est-ce que le projet de programme économique fédéral?

Le Mowat Centre, l'Institute for Competitiveness and Prosperity et l'Institut des politiques du Nord collaborent avec un large éventail d'intervenants économiques ontariens clés, à élaborer un programme économique fédéral pour l'Ontario et menant à l'élection fédérale prévue en octobre 2015.

Par ce projet fondé sur un consensus, notre objectif est de définir clairement les problèmes et opportunités de l'Ontario, d'élaborer une vision et un programme communs pour les principaux enjeux économiques, d'éclairer le dialogue avec le public, de décrire les options politiques possibles du gouvernement fédéral, de contribuer à l'élaboration des plateformes des partis politiques, aux fins de l'élection fédérale.

Nous croyons qu'un Ontario économiquement dynamique est dans l'intérêt de chaque Canadien. Plus de 38 % de la population canadienne réside en Ontario, et la part de cette province au PIB national, 37 %, est presque le double de celle du Québec et plus que le double de celle de l'Alberta. Puisque l'Ontario est le plus gros exportateur de biens et services du pays et qu'il s'y trouve 50 % de la main-d'œuvre du secteur du savoir canadien, sa réussite sera cruciale pour la prospérité du pays au cours des prochaines décennies.

Les problèmes, opportunités et options de l'Ontario devraient être importants pour les partis fédéraux au cours de la prochaine année. L'économie de l'Ontario fait face à des forces mondiales qui engendrent une transformation se produisant une fois par siècle dans l'économie provinciale. Parmi ces forces se trouvent la mondialisation, la numérisation, l'urbanisation, le changement climatique, une envolée soutenue des produits de base et un déclin des relations classiques employeur-employé. Les approches qui convenaient à l'âge industriel de l'Ontario pourraient ne plus satisfaire au XXI<sup>e</sup> siècle.

Ce document de travail a pour objet de servir de base aux conversations avec une gamme étendue d'Ontariens s'intéressant à l'avenir économique de la province. Comme point de départ, nous proposons cinq objectifs qu'un programme fédéral des politiques devrait favoriser :

- participation accrue de la population active;
- productivité supérieure;
- possibilités économiques meilleures pour tous et moins de pauvreté;
- exportations accrues;
- cadre fiscal fédéral amélioré, qui supporte l'Ontario.

Dans ce document de travail, l'accent est mis sur sept points qui requièrent l'attention du gouvernement fédéral, si nous voulons voir des progrès mesurables en rapport avec l'atteinte des cinq objectifs que nous avons identifiés :

- infrastructure;
- perfectionnement de la main-d'œuvre;
- immigration;

- commerce et investissement;
- innovation;
- transferts fédéraux;
- stratégies ciblées pour les secteurs et régions.

Dans tous ces domaines, des thèmes transversaux émergent, notamment la participation accrue des Autochtones à la population active et les opportunités économiques pour les jeunes.

Veillez lire ce court document et communiquer vos avis sur les questions qui y sont soulevées. Compte tenu des avis que nous recevrons et de recherches additionnelles que nous effectuons, notre intention est de rendre public au printemps 2015 *Un programme économique fédéral pour l'Ontario*, afin d'aider à orienter le débat politique en prévision de l'élection fédérale.

### *Pourquoi l'Ontario a-t-il besoin d'un programme économique fédéral?*

Par le passé, l'Ontario a été un endroit désirable pour vivre, travailler et prospérer. Notre contexte commercial compétitif, nos collectivités sécuritaires, notre gouvernement stable, notre population diversifiée, notre accès aux ressources naturelles, notre éducation de haute qualité et nos programmes sociaux ont attiré des personnes et des investissements au cours de notre histoire, et ce, depuis les quatre coins du monde. Un Ontario prospère a par le passé été le fondement d'une économie canadienne forte.

En dépit de tous ces atouts, l'Ontario fait face à un moment crucial. La croissance de l'économie est plus lente qu'auparavant, et cela devrait continuer pendant un bon nombre d'années<sup>1</sup>. Le recul en innovation et en productivité, un faible taux de croissance de l'emploi (en particulier chez les jeunes et les immigrants), une population vieillissante et une lourde dette publique sont certains des nombreux problèmes auxquels se heurtent les gouvernements et ceux qui élaborent les politiques.

Il est nécessaire de comprendre clairement ces difficultés ainsi que d'avoir des options réalistes pour réagir au besoin. En octobre 2015, les électeurs du pays iront aux urnes pour l'élection fédérale. Actuellement, il n'y a pas de programme fédéral conçu uniquement pour réagir aux forces, aux problèmes et aux opportunités auxquels l'Ontario fait face ou une stratégie élaborée pour renforcer l'Ontario et, par surcroît, l'économie canadienne.

Bien que les administrations provinciales et locales, les secteurs privé et sans but lucratif, les travailleurs et d'autres aient tous un rôle important à jouer pour s'attaquer aux difficultés décrites dans ce document de travail, notre projet est axé sur le rôle du fédéral. Certains enjeux ne peuvent relever d'un autre acteur que le gouvernement fédéral. Par exemple, la structure du fédéralisme fiscal continue de s'éloigner au lieu de se rapprocher de l'Ontario à un moment où la capacité fiscale et le PIB de l'Ontario sont inférieurs à la moyenne nationale. Le fait que la série de transferts fiscaux du fédéral laisse l'Ontario dans un état pire au lieu de meilleur est quelque chose que le gouvernement fédéral seul ne peut changer.

### *Moteurs du changement et répercussions sur l'économie de l'Ontario*

Au cours de la dernière décennie, il y a eu un énorme changement structurel dans les économies du monde, du Canada et de l'Ontario. Il est probable que la prochaine décennie soit marquée par d'autres

---

<sup>1</sup> Gouvernement de l'Ontario. Ministère des Finances. 2014. Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario. <http://www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ltr/index.html>

changements structurels et perturbateurs. La mondialisation du commerce et la concurrence accrue, la hausse de la devise canadienne, la crise financière et la récession subséquente, la progression des marchés émergents, une nouvelle classe moyenne et l'envolée soutenue des produits de base ont, dans chaque cas et de façon qui lui est propre, marqué l'Ontario.

Les conséquences de ces forces mondiales supérieures sont bien connues des Ontariens :

- inégalité croissante de revenu, stagnation salariale et hausse de la précarité de l'emploi, et cela représente maintenant presque le quart de tous les emplois en Ontario<sup>2</sup>;
- faible hausse de la productivité, puis l'Ontario et le Canada se situent maintenant depuis 30 ans sur un même plateau, comparativement à leurs pairs<sup>3</sup>;
- niveaux élevés de dette publique;
- déclin frappant du secteur manufacturier, lequel a régressé de 30 % et de 300 000 emplois au cours de la dernière décennie.

Bien que des gouvernements ne puissent exercer un contrôle sur les forces qui façonnent les économies mondiales, ils peuvent y réagir. Ils devraient recourir à une grande variété d'outils, afin de prévoir ces forces perturbatrices et d'y réagir afin d'aider les collectivités dans leurs efforts pour sortir plus fortes de cette période de transition.

Les forces ont été vécues différemment dans diverses parties de la province; les collectivités de taille moyenne qui dépendent fortement du secteur manufacturier ont été particulièrement frappées. Toutefois, aucune partie de la province n'a échappé aux forces ou aux problèmes connexes. À de nombreux endroits de la province, l'avenir est une source d'angoisse. Presque 60 % des Ontariens s'attendent à ce que la situation de la prochaine génération ait empiré dans 25 ans par rapport à celle des gens d'aujourd'hui<sup>4</sup>. En dépit de la perte de confiance, il y a également d'énormes opportunités à saisir pendant cette période de restructuration économique mondiale et nationale. Un gouvernement fédéral engagé est nécessaire aux collectivités de la province, afin que soient posés les fondements de la prochaine ère de prospérité ontarienne.

### Aller de l'avant

L'Ontario a de nombreux points forts pour aller de l'avant et, avec les bons efforts déployés par les gouvernements et d'autres acteurs, est bien positionné pour la prospérité future. Une population variée et bien éduquée, un contexte fiscal concurrentiel, des villes dynamiques et sécuritaires, une économie diversifiée, des entreprises ainsi que des grappes compétitives au niveau mondial continueront de soutenir la croissance économique, de créer des emplois et d'attirer de l'investissement étranger direct. Ce document de travail a pour objet d'aider des conversations qui se traduiront par un programme crédible et pratique favorisant la prochaine vague de prospérité ontarienne.

Le gouvernement fédéral détient un grand nombre des leviers requis pour actualiser tout le potentiel économique de l'Ontario. Dans le présent document sont suggérées certaines des façons d'utiliser ces leviers. À l'achèvement de ce projet, nous espérons que tous les Ontariens auront une ressource fondée

---

<sup>2</sup> Commission du droit de l'Ontario. *Vulnerable Workers and Precarious Work. Final Report*. Décembre 2012.

<sup>3</sup> Gouvernement de l'Ontario. Ministère des Finances. 2014. Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario. <http://www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ltr/index.html>

<sup>4</sup> [http://www.ekospolitics.com/wp-content/uploads/full\\_report\\_october\\_17\\_2013.pdf](http://www.ekospolitics.com/wp-content/uploads/full_report_october_17_2013.pdf)

sur des preuves et permettant de soulever des points importants auprès des partis politiques fédéraux pendant de la prochaine élection fédérale. Notre objectif est que tous les partis fédéraux indiquent clairement comment ils travailleront avec le gouvernement de l'Ontario, les intervenants, les collectivités et secteurs spécifiques de la province, afin que celle-ci ait un avenir économique solide lors de la prochaine décennie.

## INFRASTRUCTURE

En Ontario, les infrastructures de base et du transport en commun ont besoin de réparation et sont nécessaires pour assurer la croissance économique future. Un capital social vieillissant, apparu dans les années 1950 et 1960, des années de sous-investissement et de décharge d'obligations pour une grande partie de l'entretien de l'infrastructure publique, et ce, au détriment des municipalités, ont produit des lacunes importantes dans l'investissement et le capital social de ces infrastructures, et le montant pour les municipalités de l'Ontario s'élèverait à 60 milliards de dollars.

- Les niveaux existants de l'investissement public total dans les infrastructures (par les administrations fédérales, provinciales et locales) sont inférieurs aux niveaux optimaux, à savoir de deux points de pourcentage du PIB<sup>5</sup>.
- Les administrations municipales sont responsables de la majeure partie des infrastructures en Ontario, mais manquent de capacité fiscale pour financer les projets nécessaires dans le domaine. En outre, en vertu des arrangements actuels de financement, les administrations provinciales et municipales assument le risque financier des investissements en matière d'infrastructures – prenant 88 % du risque cependant que le gouvernement fédéral ne couvre que le reste, soit 12 %.
- Les nouveaux modèles de réalisation et de financement des infrastructures, notamment les 3P, les banques pour infrastructures (« IBanks »), les programmes de recyclage des biens, les bons verts ainsi que les accords sur les avantages pour la collectivité permettent aux gouvernements de miser sur de nouvelles occasions d'investissement dans les infrastructures.

### *Difficultés politiques*

- L'infrastructure vieillissante du transport dans la RGT contribue aux embouteillages et au retard des expéditions, ce qui correspond à une perte annuelle de deux milliards de dollars pour la région. De nombreuses études ont également démontré les liens qui existent entre l'investissement dans les infrastructures et la productivité du secteur manufacturier<sup>6</sup>.
- Une bonne partie des infrastructures construites au Canada au cours du dernier siècle n'était pas conçue pour des problèmes politiques émergents tels que les cas de plus en plus fréquents de température extrême et les risques que pose le changement climatique; la densité accrue des zones urbaines; le vieillissement de la population; l'intégration des technologies numériques et mobiles dans les systèmes de transport et d'énergie.
- Les modèles et les approches du financement existant ne comprennent pas de revenus stables suffisants pour assurer des investissements adéquats, que ce soit pour construire ou pour entretenir les infrastructures.

### *Opportunités*

---

<sup>5</sup> Smetanin, P., Stiff, D. et Kobak, P., Ontario Infrastructure Investment: Federal and Provincial Risks & Rewards. The Canadian Centre for Economic Analysis. 2014.

<sup>6</sup> TD Bank Financial Group. 2004. Dans The Foundations of a Competitive Canada: The Need for Strategic Infrastructure Investment. Chambre de commerce du Canada 2013. [http://www.chamber.ca/media/blog/131218-The-Foundations-of-a-Competitive-Canada/131218\\_The\\_Foundations\\_of\\_a\\_Competitive\\_Canada.pdf](http://www.chamber.ca/media/blog/131218-The-Foundations-of-a-Competitive-Canada/131218_The_Foundations_of_a_Competitive_Canada.pdf)

- Comme l'indiquait le Budget de l'Ontario 2014, la province prévoit investir 130 milliards de dollars dans la construction d'infrastructures au cours des 10 prochaines années. Le gouvernement fédéral s'est engagé pour un plan *Chantiers Canada* de 10 ans, dont 2,72 milliards de dollars iront à l'Ontario, puis pour un peu plus que 3,874 milliards de dollars provenant de la taxe fédérale sur l'essence, devant servir au financement des municipalités de l'Ontario de 2014 à 2019.
- Le besoin de financement d'infrastructures a attiré l'attention des gouvernements : en août 2014 a eu lieu un sommet portant sur les infrastructures, dont la première ministre de l'Ontario a été l'hôte et où les premiers ministres, ministres et intervenants ont discuté des besoins et possibilités en matière d'infrastructures.

### **Questions pour la discussion**

- Quelles ententes et partenariats intergouvernementaux pour les infrastructures peuvent permettre d'établir des priorités partagées claires et prévoir des rôles adéquats en matière de politiques, de financement et de réalisation, et ce, pour les administrations fédérales, provinciales et locales?
- Comment les gouvernements peuvent-ils assurer que cet investissement dans les infrastructures soient reliés aux objectifs élargis de la politique publique (c.-à-d. le développement de collectivités saines, la diversification du commerce, l'amélioration de la productivité) et en harmonie avec les stratégies de développement économique?
- Comment les gouvernements peuvent-ils soutenir certains modèles et mécanismes de financement et miser sur ceux-ci avec plus d'efficacité et d'efficience?
- Lesquels des nouveaux investissements dans les infrastructures, qui sont axés sur l'édification du pays et des provinces, devraient être envisagés?
- De quels critères le gouvernement fédéral devrait-il se servir pour déterminer les infrastructures à financer, afin d'obtenir les résultats que nous souhaitons?
- Est-ce que le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle plus actif pour assurer la construction d'infrastructures en Ontario? Que devrait être ce nouveau rôle?

### **Lectures additionnelles**

Cautillo, C., N. Zon et M. Mendelsohn. *Rebuilding Canada: A New Framework for Renewing Canada's Infrastructure*. Mowat Centre, publication n° 92.

Fenn, Michael. *Recycling Ontario's Assets: A New Framework for Managing Public Finances*. Document offert à : <http://mowatcentre.ca/wp-content/uploads/publications/85-recycling-ontarios-assets.pdf>

Smetanin, P., Stiff, D. et Kobak, P. 2014. *Ontario Infrastructure Investment: Federal and Provincial Risks & Rewards*. The Canadian Centre for Economic Analysis. 2014.

## PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Veiller à ce que l'Ontario éduque, attire et conserve les meilleurs travailleurs est essentiel à la prospérité de la province. À court terme, l'Ontario continue d'avoir des taux de chômage plus élevés que les moyennes nationales, surtout parmi les jeunes, les immigrants récents et les Autochtones. Beaucoup de travailleurs ont du mal à trouver du travail à temps plein dans leur domaine, tandis que certains secteurs sont inquiétés par des pénuries de compétences. À long terme, il y a des inquiétudes en raison de la croissance lente de la population active; moins d'Ontariens se trouvent dans la population en âge de travailler.

- L'Ontario représente 39 % de la population canadienne; pourtant, presque 42 % des chômeurs canadiens résident dans la province. Le chômage des jeunes en Ontario, à 16,1 %, est également supérieur à la moyenne canadienne, à 13,7 %.
- La part actuelle du financement de l'Ontario dans le cadre de l'entente sur le développement du marché du travail ne correspond pas à la part de la population de la province, des contributions à l'assurance-chômage (A.-C.) ou à l'assurance-emploi (A.-E.).
- L'engagement fédéral-provincial relatif aux investissements et aux programmes pour le marché du travail a été caractérisé par une tension élevée. Le projet de Subvention canadienne pour l'emploi (SCE) a pour objet d'élargir la formation, et ce, en faveur des travailleurs inadmissibles à l'A.-E., mais le programme n'offre pas de nouveau financement, ce qui crée un fardeau fiscal additionnel pour la province, tout en mettant en danger des programmes qui fonctionnent bien.
- Le Programme des travailleurs étrangers temporaires (TET) a été en grande demande du côté des employeurs et a servi à atténuer à court terme des pénuries de personnel. Toutefois, des préoccupations entourant la mauvaise utilisation du programme ont débouché sur une inquiétude grandissante à propos des travailleurs canadiens déplacés, sur moins d'investissements des employeurs en formation de Canadiens ainsi que sur une pression à la baisse exercée sur les salaires.

### *Difficultés politiques*

- En Ontario, la plupart des travailleurs ayant besoin de formation, y compris les chômeurs à long terme et ceux occupant des emplois pour du personnel peu qualifié, sont inadmissibles aux programmes fédéraux de formation.
- Davantage de travailleurs en Ontario se trouvent aujourd'hui dans des situations d'emploi précaires. Entre 2001 et 2012, le nombre des emplois précaires dans le domaine des services de routine (p. ex., commerce de détail, emplois de bureau, restauration) a augmenté de 33 %, soit près de la moitié du taux global de croissance dans les emplois des services de routine. Près de la moitié de la population active de la RMR de Toronto occupe cette sorte d'emploi<sup>7</sup>.
- Selon les prévisions, moins d'Ontariens devraient être en âge de travailler; il s'ensuit que le rapport entre ceux qui sont en âge de travailler et ceux qui ne le sont pas (« le rapport de dépendance »)

---

<sup>7</sup> Institute for Competitiveness and Prosperity : 2013. Untapped Potential: Creating a better future for service workers. Working Paper 17. [http://www.competeprosper.ca/uploads/WP17\\_FINAL\\_V2.pdf](http://www.competeprosper.ca/uploads/WP17_FINAL_V2.pdf)

continue de décliner<sup>8</sup>. L'Ontario dépendra de l'immigration pour presque toute l'augmentation de sa main-d'œuvre au cours des prochaines décennies<sup>9</sup>.

- Un manque d'information précise sur le marché du travail, en particulier au niveau local, affaiblit la capacité des gouvernements de s'attaquer précisément aux pénuries et aux assortiments de compétences. Le gouvernement fédéral a récemment franchi des étapes louables en vue d'améliorer les données sur le marché du travail, mais il y a encore du travail à faire.

### **Opportunités**

- Les nouvelles ententes relatives au Fonds pour l'emploi avec le gouvernement fédéral pourraient potentiellement accorder davantage de souplesse aux provinces, et ce, pour le financement du développement du marché du travail.
- D'ici 2026, il est prévu que la population des Premières Nations sur les réserves, augmentera de 64 %, à 667 900<sup>10</sup>. Des discussions sérieuses portant sur la façon d'aborder les échecs historiques, le sous-financement et l'engagement communautaire pour améliorer l'éducation et la participation de la main-d'œuvre autochtone, débutent.
- De nouveaux projets et des secteurs émergents, tel le développement du Cercle de feu, favorisent la planification intégrée de la main-d'œuvre dans les collectivités plus petites et permettent d'améliorer la formation des populations autochtones.

### **Questions pour la discussion**

- *Y a-t-il des approches pour la formation de la main-d'œuvre, qui assurent que davantage d'Ontariens bénéficient de la croissance économique?*
- *Quels sont les changements clés qui s'imposent à l'A.-E.?*
- *Comment d'autres parties du système (p. ex., EMT, SCE, TET) peuvent-elles servir de levier afin d'améliorer les résultats pour les personnes sous-employées et en chômage?*
- *Quelles approches reposant sur les employeurs – c.-à-d. les « approches pour la demande » – peuvent servir à améliorer le régime de formation?*
- *Y a-t-il des outils politiques ou fiscaux pour encourager davantage d'Ontariens à demeurer plus longtemps dans la population active?*
- *Quels changements à Statistique Canada ainsi que dans la collecte et la distribution des données sur le marché du travail devraient être envisagés?*

---

<sup>8</sup> Gouvernement du Canada. 2013. Mise à jour des projections économiques et budgétaires <http://www.fin.gc.ca/efp-pef/2012/index-fra.asp>

<sup>9</sup> Gouvernement de l'Ontario. 2014. Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario, chapitre 1, <http://www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ltr/index.html>

<sup>10</sup> Bennet, Paul W. et Anuik, Jonathan. 2014. Picking up the Pieces: A Community-School-Based Approach to First Nations Education Renewal (réparer les pots cassés : une approche fondée sur l'école communautaire en vue du renouveau de l'éducation des Premières Nations) Institut des politiques du Nord

***Lectures additionnelles***

TD Economics. 2013. *Jobs in Canada: Where, What and For Whom?* Document offert à :  
<http://www.td.com/document/PDF/economics/special/JobsInCanada.pdf>

Mendelson, Michael et Zon, Noah. 2013. *The Training Wheels Are Off: A Closer Look at the Canada Job Grant*.

## **IMMIGRATION**

L'Ontario dépendra presque entièrement des immigrants pour l'augmentation future de la main-d'œuvre. Toutefois, l'immigration en Ontario a décliné d'environ 30 % au cours de la dernière décennie, en raison de l'attrait accru d'autres provinces canadiennes, de la concurrence d'autres pays ainsi que de changements politiques par le gouvernement fédéral. Arrivés ici, les nouveaux venus font davantage face à du sous-emploi et à du chômage, et les professionnels qualifiés continuent de se heurter à des obstacles pour travailler dans leur domaine.

- Le Programme des travailleurs qualifiés du gouvernement fédéral, source principale des immigrants en Ontario et au Canada, a été réduit de plus du tiers depuis 2001.
- La formule de financement fédérale pour les services d'établissement des immigrants, qui est censée être structurée en fonction d'un montant égal par client, accorde moins à l'Ontario qu'à certaines autres provinces. Cela est particulièrement important, car beaucoup d'immigrants sont inadmissibles à la formation professionnelle et aux programmes d'emploi par l'entremise de l'A.-E.

### ***Difficultés politiques***

- Au cours de la dernière décennie, l'immigration globale en Ontario a baissé de 30 %, et la part des immigrants de la catégorie économique a chuté davantage, soit de presque 50 %. Pendant que l'équilibre de l'immigration penche vers le programme des travailleurs étrangers temporaires et les catégories d'admissions non économiques, l'Ontario perd l'occasion de bénéficier de la réussite à long terme des immigrants et de leur engagement envers le Canada.
- Comparativement aux générations antérieures, les immigrants en Ontario constatent des salaires inférieurs et un chômage supérieur<sup>11</sup>. Les nouveaux venus cherchant un emploi dans les professions réglementées ont des problèmes d'agrément importants. Dans la seule région de Toronto, les retards associés à la reconnaissance des titres de compétence ont été évalués entre 1,5 et 2,5 milliards de dollars pour l'économie locale<sup>12</sup>.

### ***Opportunités***

- L'Ontario devrait adopter une nouvelle loi sur l'immigration, qui permettrait à la province de travailler plus étroitement avec le gouvernement fédéral à recruter, à sélectionner et à admettre des immigrants qualifiés en Ontario.
- Il est de plus en plus connu que les immigrants n'ont pas un aussi bon rendement économique que ceux des générations passées, et l'attention porte aujourd'hui davantage sur la façon d'en venir à une économie plus inclusive.
- Les gouvernements fédéral et provincial font l'essai d'un système d'Entrée express (autrefois le modèle de Déclaration d'intérêt), qui permettrait aux employeurs de participer davantage au processus de sélection des immigrants en tenant compte des compétences nécessaires.

### ***Questions pour la discussion***

---

<sup>11</sup> Statistique Canada. 2013. Les immigrants sur le marché du travail canadien de 2008 à 2011 : Analyse. Voir : <http://www.statcan.gc.ca/pub/71-606-x/2012006/part-partie1-fra.htm>

<sup>12</sup> Toronto Region Board of Trade. 2013 Federal Pre-Budget Submission. <http://www.bot.com/advocacy/Documents/BudgetSubmissions/Federal/2013FederalPre-BudgetSubmission.pdf>

- *Comment le système existant de soutiens et de programmes fédéraux consacrés à l'immigration (p. ex., les services d'établissement, le processus de validation du marché du travail) peut-il mieux répondre aux besoins des nouveaux venus et des employeurs?*
- *Comment le groupe d'Ontario au travail devrait-il travailler avec le gouvernement fédéral sur le nouveau modèle d'Entrée express?*

### **Lectures additionnelles**

Expert Roundtable on Immigration. 2012. *Plus de voies vers le succès : Le rapport final de la Table ronde d'experts sur l'immigration en Ontario* Offert à :

[http://www.citizenship.gov.on.ca/french/keyinitiatives/imm\\_str/roundtable/index.shtml](http://www.citizenship.gov.on.ca/french/keyinitiatives/imm_str/roundtable/index.shtml) - Conference Board du Canada. 2014. Do Recent Immigrants Advance Canada's Export Agenda?

Bitran, M. et S. Tan. 2013. *Diaspora Nation: An Inquiry into the Economic Importance of Diaspora Networks in Canada*. Mowat Centre, publication n° 72. Offerte à : [http://mowatcentre.ca/wp-content/uploads/publications/72\\_diaspora\\_nation.pdf](http://mowatcentre.ca/wp-content/uploads/publications/72_diaspora_nation.pdf)

## COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Bien que le commerce et les investissements internationaux comportent des opportunités importantes pour la croissance des affaires canadiennes, l'exportation et les investissements étrangers ont presque stagné ces dernières années en raison de la faible croissance de la productivité, de la concurrence mondiale accrue, de la persistance des taux de change élevés, puis de la pénurie de main-d'œuvre. Ces facteurs aident à expliquer la baisse de la compétitivité des exportations de l'Ontario, surtout parmi les PME puisque peu d'entre elles font de l'exportation.

- Ces dernières années, la persistance des taux de change élevés a réduit considérablement la compétitivité des entreprises canadiennes, en particulier dans le secteur manufacturier en Ontario. Beaucoup d'entreprises ont dû fermer leurs portes et sont encore aux prises avec les séquelles du dollar élevé.
- Depuis 2000, la part du Canada sur le marché mondial de l'exportation a décliné, passant de 4,5 % à 2,5 %.<sup>13</sup> Les exportations demeurent inférieures de 6,5 % par rapport à leur sommet antérieur à la récession, puis n'affichent qu'un peu de reprise<sup>14</sup>.
- La frontière Canada-É.-U. demeure une question délicate et un obstacle pour le secteur manufacturier et les exportations.

### **Difficultés politiques**

- Bien que les entreprises diversifient régulièrement vers des marchés émergents clés, presque 80 % des exportations ontariennes vont encore aux É.-U.<sup>15</sup>. Même dans les exportations vers les É.-U., les activités sont fortement concentrées dans un petit nombre d'États, tel le Michigan<sup>16</sup>.
- Les exportations des manufacturiers vers les É.-U. ont décliné de 12 % au cours de la dernière décennie<sup>17</sup>.

### **Opportunités**

- Les nombreuses collectivités d'immigrants de l'Ontario constituent une énorme occasion de faire des percées sur des marchés mondiaux en croissance. Ceux qui sont nés à l'étranger représentent près du cinquième de la population du Canada et 28,5 % de la population totale de l'Ontario, et beaucoup de la hausse de l'immigration est attribuable à des pays dont les économies sont en plein essor<sup>18</sup>.
- Le Canada met la dernière main à un accord de libre-échange avec l'UE (AECG) et amorce des négociations avec les pays de l'Asie-Pacifique, par l'entremise du Partenariat transpacifique (PTP). Ces accords auront d'énormes répercussions sur le potentiel d'exportation des entreprises

---

<sup>13</sup> Banque du Canada 2013. La croissance mondiale et les perspectives des exportations canadiennes. <http://www.banqueducanada.ca/2013/10/croissance-mondiale-et-perspectives-exportations-canadiennes/>

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> Trading Economics. 2014. Canada Exports. <http://www.tradingeconomics.com/canada/exports>

<sup>16</sup> Gouvernement du Canada. 2014. Canada et États-Unis. Fiches documentaires sur le commerce avec les États [http://can-am.gc.ca/business-affaires/fact\\_sheets-fiches\\_documentaires/index.aspx?lang=fra](http://can-am.gc.ca/business-affaires/fact_sheets-fiches_documentaires/index.aspx?lang=fra)

<sup>17</sup> De 2003 à 2013, en dollars constants et courants. Données sur le commerce en direct. <https://www.ic.gc.ca/app/scr/tdst/tdo/crtr.html?lang=fra>

<sup>18</sup> Gouvernement du Canada. 2011. Enquête nationale auprès des ménages 2011 <http://www.fin.gov.on.ca/fr/economy/demographics/projections/index.html>

canadiennes, mais les négociateurs doivent veiller à ce que les avantages des nouvelles politiques commerciales soient partagés le plus largement possible.

- L'Ontario est au troisième rang parmi les territoires les plus attrayants en Amérique du Nord, au regard des investissements directs étrangers (IDE)<sup>19</sup>. Cette réussite pourrait continuer de servir de levier, afin de mieux produire en R. et D., d'avoir des exportations à valeur élevée et des gains de productivité.
- En mai 2014, le gouvernement fédéral annonçait des plans pour mettre en place plus de 25 délégués commerciaux dans des organismes commerciaux du pays. La stratégie pourrait aider à mieux coordonner les programmes et soutiens commerciaux existants, dans des efforts commerciaux qui sont déjà déployés.
- Des processus Canada-É.-U. existants tels que Par-delà la frontière et le Conseil de coopération en matière de réglementation sont bien vus et devraient être renforcés.

### **Questions pour la discussion**

• *Quel rôle devrait jouer le gouvernement fédéral, afin de promouvoir et de diversifier les exportations de l'Ontario?*

• *Comment continuons-nous de miser sur nos points forts, en vue d'attirer des investissements et d'élargir globalement les entreprises?*

• *Existe-t-il des outils disponibles pour le gouvernement fédéral, qui pourraient favoriser la croissance des petites et moyennes entreprises, lesquelles représentent la grande majorité des entreprises en Ontario, sans créer de mesures incitatives perverses les encourageant à « demeurer petites »? Est-il possible d'améliorer le travail d'Exportation et développement Canada?*

• *Y a-t-il d'autres problèmes et opportunités reliés au commerce et aux investissements?*

### **Lectures additionnelles**

Institute for Competitiveness and Prosperity : 2010. Trade, innovation, and prosperity. Document de travail n° 14. [http://www.competeprosper.ca/uploads/WP17\\_FINAL\\_V2.pdf](http://www.competeprosper.ca/uploads/WP17_FINAL_V2.pdf)

---

<sup>19</sup> Gouvernement de l'Ontario. Budget de l'Ontario 2014 : Chapitre 1 – Section C. <http://www.fin.gov.on.ca/fr/budget/ontariobudgets/2014/ch1c.html>

## INNOVATION

L'innovation sous toutes ses formes sera cruciale pour accroître la prospérité et la croissance économique en Ontario. Toutefois, depuis le milieu des années 1980, la hausse de la productivité en Ontario et au Canada a invariablement accusé un retard et, au cours de la dernière décennie a stagné<sup>20</sup>. De plus, le dossier de l'Ontario en innovation commerciale a été médiocre en dépit d'une capacité élevée pour l'innovation, compte tenu de sa main-d'œuvre bien éduquée, du contexte fiscal concurrentiel pour les affaires et de crédits d'impôt généreux pour la R. et D.

- Les dépenses de R. et D. en Ontario demeurent basses en dépit du généreux soutien des gouvernements fédéral et provincial; sous forme de pourcentage du PIB, les entreprises américaines investissent près de deux fois plus en R. et D. que les entreprises ontariennes; de plus les investissements commerciaux de l'Ontario en R. et D. ne sont qu'à 75 % de la moyenne de l'OCDE.
- L'Ontario continue de maintenir et d'encourager un système fiscal concurrentiel; de récentes réformes fiscales, favorisant les investissements, les exportations et la croissance, permettent aux entreprises de l'Ontario d'économiser plus de 8 milliards de dollars annuellement<sup>21</sup>.
- Il est plus probable que les entreprises plus grosses et mondiales investissent en recherche, en TIC, dans de la machinerie et de l'équipement, ce qui joue en faveur de niveaux supérieurs d'innovation et de productivité.

### **Difficultés politiques**

- Par rapport à d'autres économies avancées, l'Ontario fait face à un déclin de la productivité et à un élargissement de l'écart de productivité. En particulier, l'écart de productivité de l'Ontario par rapport aux concurrents des É.-U. a augmenté à 13 \$ PIB/heure en 2012, soit de plus du double comparativement aux 6 \$ PIB/heure en 2010<sup>22</sup>.
- L'Ontario a de bas niveaux de commercialisation.
- Il y a un manque d'harmonisation entre les programmes fédéraux et provinciaux conçus pour soutenir l'innovation.
- Il est plus probable que les entreprises ontariennes soient des PME – lesquelles investissent ordinairement moins en R. et D. que les entreprises plus grosses – que celles de nos pairs.

### **Opportunités**

- Le Budget de l'Ontario 2014 contient un certain nombre de mesures qui pourraient améliorer la capacité d'innovation de la province – notamment un Fonds pour l'emploi et la prospérité de 2,5 milliards de dollars, devant ajouter aux capacités de l'Ontario d'attirer des investissements

---

<sup>20</sup> Gouvernement de l'Ontario. 2014. Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario, chapitre 5. <http://www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ltr/2014/ch5.html>

<sup>21</sup> Conseil pour l'emploi et la prospérité. 2012. Avantage Ontario. <http://www.ontario.ca/fr/affaires-et-economie/lavantage-ontario>

<sup>22</sup> Chambre de commerce de l'Ontario. 2014. Emerging Stronger 2014. [http://www.occ.ca/Publications/EmergingStronger2014\\_web.pdf](http://www.occ.ca/Publications/EmergingStronger2014_web.pdf)

commerciaux importants –, mais ces outils doivent être adéquatement conçus, afin d'être efficaces dans la stimulation de l'innovation.

- Dans le Budget fédéral 2014 a été présenté un nouveau fonds d'excellence en recherche de 1,5 milliard de dollars qui, au cours de la prochaine décennie, aidera les établissements postsecondaires canadiens à exceller à l'échelle mondiale dans des domaines de recherche qui créent des avantages économiques pour le Canada. En outre, 46 millions de dollars par année de nouveau financement ont été prévus pour de la recherche de pointe et des découvertes scientifiques, et 500 millions additionnels sur deux ans au Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile, afin de soutenir la nouvelle stratégie des projets de R. et D. et les investissements à long terme dans le secteur canadien de l'automobile.
- Beaucoup de nouveaux problèmes mondiaux tels que le stress des ressources et le changement climatique exigeront des solutions technologiques propres, pour lesquelles l'Ontario a de l'expertise et des ressources.

### **Questions pour la discussion**

- *Comment le gouvernement fédéral peut-il mieux harmoniser ses politiques et soutiens favorisant l'innovation commerciale, afin d'éviter des chevauchements inutiles avec les programmes provinciaux?*
- *Comment le gouvernement fédéral peut-il mieux inciter les entreprises à investir en R. et D. et à mieux bénéficier de ces crédits d'impôt?*
- *Existe-t-il des outils politiques dont le gouvernement fédéral pourrait se servir en vue de favoriser la croissance d'entreprises?*
- *Pour quelles approches faudrait-il opter afin d'encourager davantage de recherche scientifique et d'investissements en technologie?*

### **Lectures additionnelles**

Chambre de commerce de l'Ontario, Mowat Centre et Léger Marketing. *Nouvelles technologies 2014*  
[http://www.occ.ca/Publications/EmergingStronger2014\\_web.pdf](http://www.occ.ca/Publications/EmergingStronger2014_web.pdf)

Groupe de travail sur la compétitivité, la productivité et le progrès économique 2013. Course correction: Charting a new road map for Ontario. Douzième rapport annuel.  
[http://www.competeprosper.ca/work/annual\\_reports/annual\\_report\\_course\\_correction](http://www.competeprosper.ca/work/annual_reports/annual_report_course_correction)

Johal, Sunil, Mendelsohn, Matthew et Zon, Noah. 2013. *Let's Talk: Coordinating Economic Development Spending in Canada*. Document offert à : [http://mowatcentre.ca/wp-content/uploads/publications/77\\_diaspora\\_nation.pdf](http://mowatcentre.ca/wp-content/uploads/publications/77_diaspora_nation.pdf)

Don Drummond *Confessions of a Serial Productivity Researcher*. Centre for the Study of Living Standards. International Productivity Monitor (22), aux p. 3 à 10, nov. 2011.  
<http://www.csls.ca/ipm/22/IPM-22-Drummond.pdf>

## TRANSFERTS FÉDÉRAUX

D'anciennes formules de répartition ainsi qu'un programme de péréquation ces dernières années privent l'Ontario de financement pendant une période de déclin économique relatif. Le système existant ne reflète pas la réalité économique actuelle et a abouti à des dépenses inférieures par habitant pour à peu près tous les services publics, comparativement aux autres provinces.

- L'Ontario est la seule province qui soit une contributrice nette de la fédération — l'écart entre ce que paient les Ontariens en impôts et ce qu'ils reçoivent en retour par les transferts fédéraux et les montants dépensés représentait entre 9 et 12 milliards de dollars (en 2009-2010) — tout en ayant une capacité fiscale ainsi qu'un PIB/habitant inférieurs à la moyenne depuis 2009<sup>23</sup>.
- Ces dernières années, des changements aux formules de la péréquation ont mené à des prélèvements importants dans les paiements de l'Ontario, en dépit d'une réduction de la capacité fiscale de la province.
- L'Ontario et le gouvernement fédéral ont signé des ententes sur la perception fiscale, créant un système plus unifié de perception d'impôt personnel, d'entreprise et de taxe sur la valeur ajoutée, mais qui a retiré certains outils politiques que possédait auparavant l'Ontario. Le résultat a été une perte de revenu pour l'Ontario.

### *Difficultés politiques*

- L'Ontario a une capacité fiscale et un PIB inférieurs à la moyenne; pourtant la province continue de redistribuer des fonds ailleurs au Canada en général et par le programme de péréquation en particulier.
- Les décisions pour les dépenses et les programmes fédéraux dans un certain nombre de domaines importants pour la prospérité future de la province — notamment l'assurance-emploi, la formation pour le marché du travail, le logement et les infrastructures — supposent que l'Ontario a moins besoin d'aide fédérale que les autres provinces.
- Il y a beaucoup de perceptions erronées en matière de fédéralisme fiscal.

### *Opportunités*

- Dans le monde politique et des affaires, il y a une sensibilisation accrue à ces problèmes en Ontario. Le gouvernement de l'Ontario fait ressortir publiquement ces problèmes, ouvrant ainsi la fenêtre à des possibilités de changement.
- Avec l'arrivée de surplus au gouvernement fédéral, les provinces exerceront des pressions, indiqueront ce que le gouvernement devrait faire, compte tenu de cette capacité fiscale.
- Le Conseil de la fédération a commencé à travailler sur des arrangements fiscaux du Canada, et son objectif est de trouver le terrain d'entente possible entre les provinces et territoires.

### *Questions pour la discussion*

---

<sup>23</sup> Thomas Granofsky et Noah Zon. Cheques and Balances: The Finances of the Canadian Federation. *Mowat Centre*. Research Note #87. Document offert à : <http://mowatcentre.ca/cheques-and-balances/>

- *Comment le gouvernement fédéral devrait-il réformer le programme de péréquation, afin qu'il soit équitable et fondé sur des principes?*
- *Comment d'autres transferts – dont ceux pour les infrastructures, le logement et la formation professionnelle – pourraient-ils être structurés pour mieux reposer sur des principes?*

### **Lectures additionnelles**

Matthew Mendelsohn. 2012. Back to Basics: The Future of the Fiscal Arrangements.  
<http://mowatcentre.ca/back-to-basics-future-fiscal-arrangements/>

Thomas Granofsky et Noah Zon. Cheques and Balances: The Finances of the Canadian Federation.  
*Mowat Centre*. Research Note #87. Document offert à : <http://mowatcentre.ca/cheques-and-balances/>

## **STRATÉGIES CIBLÉES POUR LES SECTEURS ET LES RÉGIONS**

La province est l'endroit où se trouvent de nombreuses grappes à haut rendement, dont celles des sciences de la vie, de la technologie propre et de l'agroalimentaire, qui sont des moteurs de la prospérité, de l'innovation et de la création d'emplois en Ontario et au Canada. De même, le secteur sans but lucratif est un espace pour l'innovation qui est important et s'élargit – lequel a besoin d'une base financière plus solide, car il continue de jouer un rôle plus important dans la prestation de services publics. Des régions, tel le Cercle de feu, ont un énorme potentiel, mais exigent des investissements et du développement communautaire correspondants s'il faut qu'il y ait des bénéfices équitables et continus.

- Le système fédéral existant de R. et D. penche fortement vers les programmes indirects (c.-à-d. les crédits d'impôt), ce qui signifie que les entreprises canadiennes de grappes industrielles dynamiques ont moins accès aux soutiens directs pour l'innovation qui offrent des rendements supérieurs pour l'investissement.
- Les stratégies de développement économique axées sur les lieux et les secteurs réussissent de plus en plus dans des collectivités comme Waterloo, Guelph et Stratford.
- Les collectivités de taille moyenne développent des avantages uniques dans la chaîne des valeurs en relation et en partenariat avec Toronto.
- Les soutiens fédéraux du développement commercial excluent les groupes sans but lucratif, en dépit du fait que ceux-ci se professionnalisent de plus en plus et adaptent des pratiques exemplaires tirées des entreprises, afin de répondre aux besoins du financement et des programmes. Les règles actuelles de l'ARC limitent également la capacité des groupes sans but lucratif d'engendrer des revenus.

### ***Difficultés politiques***

- La croissance économique inégale dans la province signifie que la croissance de beaucoup de collectivités a été stagnante ou négative au cours de la dernière décennie.
- Les régions et les grappes ne sont pas toujours capables de mobiliser les ressources nécessaires à la réussite sur un marché mondial de plus en plus compétitif.
- Les villes de taille moyenne sont souvent en concurrence entre elles pour de l'investissement, ce qui crée « une course au nivellement par le bas ».
- Les approches régionales et par grappes peuvent conduire à une mise en œuvre en silos et compliquer davantage l'harmonisation horizontale. Il faut des approches de financement qui insistent sur la collaboration.

### ***Opportunités***

- Dans le Budget de l'Ontario 2014 a été présenté du nouveau financement pour de la recherche innovatrice dans des secteurs tels que les sciences de la vie, la fabrication et les infrastructures, par l'entremise du Fonds pour l'emploi et la prospérité.
- En 2013, le gouvernement fédéral a renouvelé FedDev Ontario jusqu'à 2019.
- De nombreuses villes de taille moyenne de l'Ontario ont des échanges actifs portant sur leur stratégie de développement économique.

- Les investissements attendus pour les infrastructures pourraient favoriser une intégration supérieure des économies du Sud ontarien.

#### ***Questions pour la discussion***

- *Quelles approches peuvent servir pour améliorer la performance économique de collectivités et de régions particulières?*
- *Le gouvernement fédéral devrait-il modifier son approche pour le développement des grappes?*
- *Est-ce que les outils politiques existants permettent d'encourager une plus grande intégration économique des collectivités en Ontario, afin que celles qui sont plus petites puissent bénéficier de la croissance qui existe ailleurs dans la province?*

#### ***Lectures additionnelles***

Conseil pour l'emploi et la prospérité. 2012. Avantage Ontario. <http://www.ontario.ca/fr/affaires-et-economie/lavantage-ontario>

Chambre de commerce de l'Ontario, Mowat Centre et Léger Marketing. *Nouvelles technologies 2014* [http://www.occ.ca/Publications/EmergingStronger2014\\_web.pdf](http://www.occ.ca/Publications/EmergingStronger2014_web.pdf)

## **CONCLUSION**

Les enjeux et problèmes décrits ci-dessus sont très complexes, et les solutions exigent des efforts considérables de la part de tous les paliers gouvernementaux. De plus, bien que les apports et la participation des intervenants soient cruciaux pour trouver des réponses politiques adéquates, l'initiative gouvernementale est également essentielle pour parvenir à des solutions systémiques et durables.

Nous avons hâte de discuter et d'examiner vos réactions pendant que nous travaillerons sur ce projet. Merci de votre temps, et nous espérons pouvoir bénéficier de votre engagement envers ce projet pendant que celui-ci se déroulera au printemps et à l'été 2015.

**Pour faire connaître vos remarques ou réactions ou pour organiser une présentation et une discussion avec animateur, fondée sur ce rapport, veuillez communiquer avec nous à [director@mowatcentre.ca](mailto:director@mowatcentre.ca).**